

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail – Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS

Les Comptes Nationaux Trimestriels

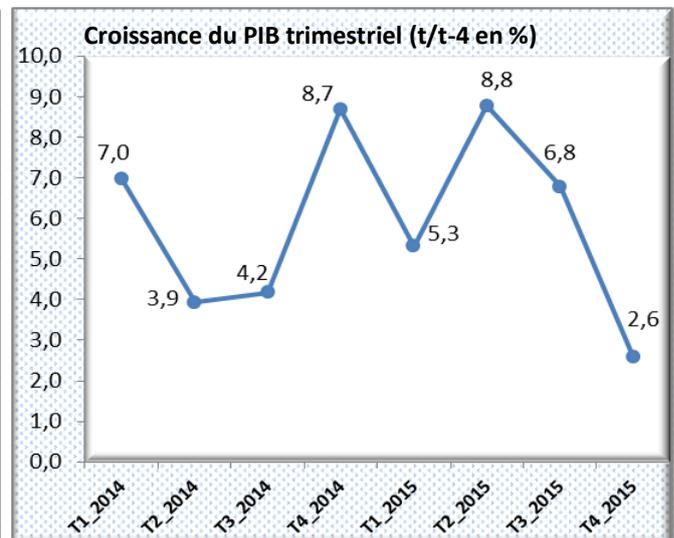
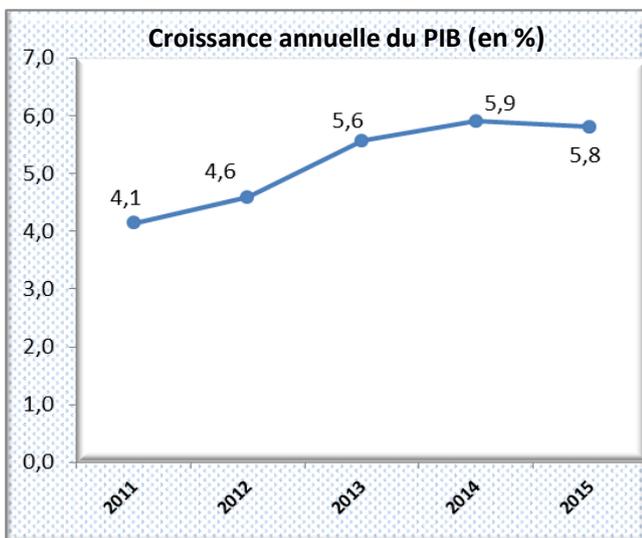
(4^{ème} trimestre 2015)

<i>...Une offre locale boostée par le secteur secondaire et anéanti par le tertiaire.....</i>	<i>2</i>
<i>...Un secteur primaire assez dynamique.....</i>	<i>2</i>
<i>...Un secteur secondaire comme moteur de la croissance.....</i>	<i>3</i>
<i>...Un secteur tertiaire en perte de vigueur.....</i>	<i>4</i>
<i>...Une demande soutenue par l'investissement.....</i>	<i>5</i>
<i>...Une consommation finale en baisse de rythme.....</i>	<i>5</i>
<i>...Une nette amélioration de la demande d'investissement.....</i>	<i>6</i>
<i>...Un ralentissement du rythme des échanges avec l'extérieur.....</i>	<i>7</i>
<i>...Une baisse des importations.....</i>	<i>7</i>
<i>...Une légère hausse des exportations.....</i>	<i>7</i>
<i>...Le solde de la balance commerciale toujours déficitaire.....</i>	<i>8</i>

En 2015, le Cameroun a fait preuve de résilience en maintenant un rythme de croissance soutenu et presque identique à celui de 2014. En effet, malgré la conjoncture internationale difficile, caractérisée par un ralentissement de la croissance mondiale, une chute drastique des prix de pétrole, le Produit Intérieur Brut (PIB) a connu une croissance de 5,8 % en 2015 contre 5,9 % en 2014.

L'analyse trimestrielle montre que le quatrième trimestre de 2015 a enregistré une croissance de 2,6 % par rapport à la période correspondante en 2014, qui est la conséquence d'un repli de croissance dans le tertiaire (-1,2 %), compensé par le fort dynamisme du secteur secondaire (+11,0 %) et dans une moindre mesure du secteur primaire (+4,6 %).

Du côté de la demande, la croissance économique observée au quatrième trimestre de 2015 est essentiellement tirée par les investissements (+5,2 %) notamment la composante privée (+14,2).



....Une offre locale boostée par le secteur secondaire et anéanti par le tertiaire.

...Un secteur primaire assez dynamique

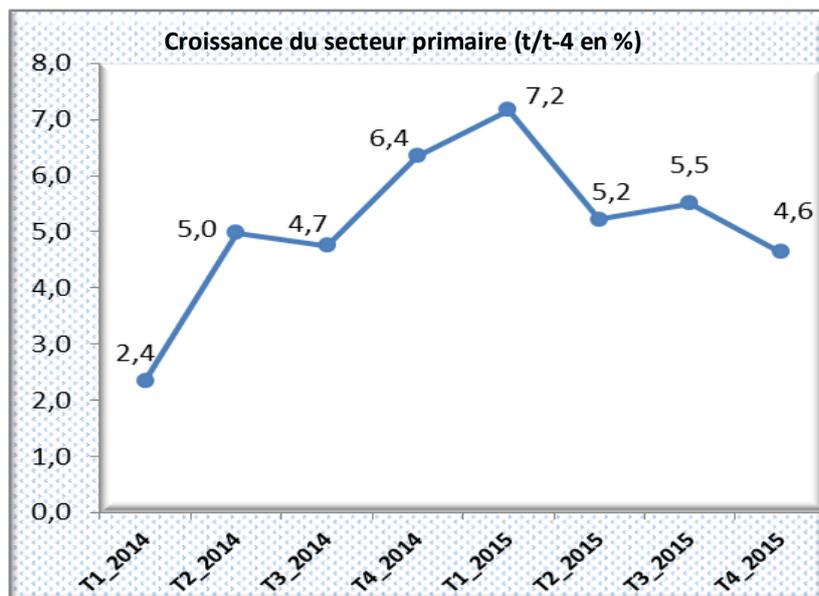
Au 4ème trimestre 2015, l'activité économique dans le secteur primaire est en hausse de +4,6% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Cette croissance du secteur primaire a été boostée par les activités du sous-secteur de l'agriculture industrielle et d'exportation (+13,9%), en raison de la saison des récoltes de certaines spéculations phares telles que le cacao ou encore le café dans la majorité des bassins de production.

Les activités d'élevage, chasse et pêche (+6 %) et celles de la sylviculture (+1,8 %) contribuent aussi significativement à l'amélioration du

secteur primaire, avec un rythme d'augmentation soutenu, marqué par des évolutions positives de l'activité dans ces branches.

Les activités de l'agriculture vivrière ne sont pas restées. En effet, ce sous-secteur a enregistré une croissance de +3,2 % et ce malgré la fin de la grande saison de la récolte pour la plupart des spéculations (maïs, manioc, arachides, etc.).



...Un secteur secondaire comme moteur de la croissance.

Au quatrième trimestre de 2015, le secteur secondaire prend progressivement le relai moteur de la croissance de l'économie camerounaise. En effet, après une évolution de +9,2 % le trimestre passé, celui-ci est monté à +11,0 % de croissance ce trimestre par rapport au trimestre correspondant en 2014.

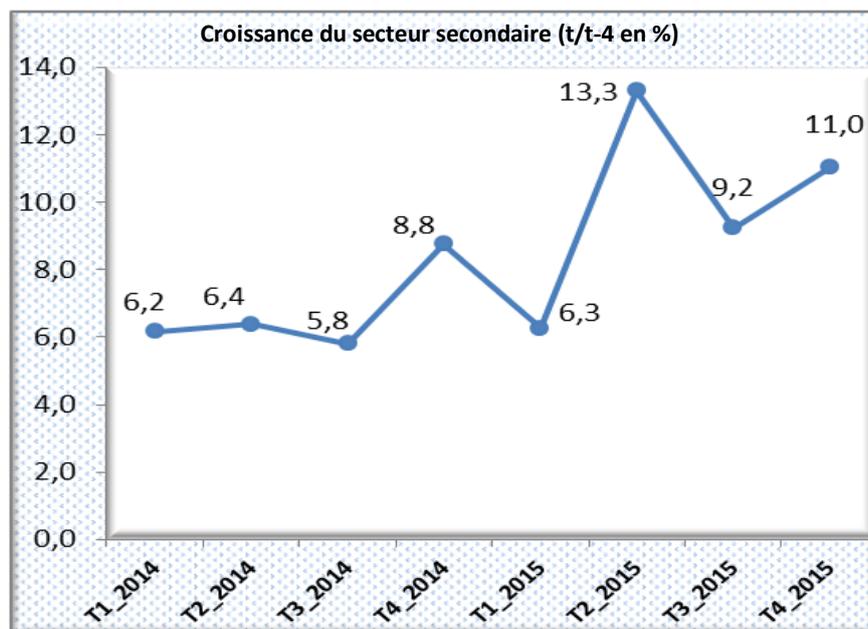
Cette embellie est imputable au dynamisme des activités d'industries extractives qui ont cru de +28,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2014, et en particulier l'extraction d'hydrocarbure (+29,4 %). Ceci est à mettre en liaison avec l'exploitation effective des puits tels que Dissoni, ainsi que la mise en production des nouveaux champs de Bijongo et Mib.

Le dynamisme du secondaire ce trimestre, est également à mettre en relation avec la belle performance des activités dans les Bâtiments et Travaux Publics (+11,9 %), notamment l'entrée effective en production de la cimenterie DANGOTE; mais aussi l'accroissement des importations de ciment

pour satisfaire la demande intérieure fortement en hausse au regard des grands chantiers en cours telle que la construction des stades devant abriter les diverses coupes d'Afrique qu'organiserà le pays.

Les activités de production et de distribution d'eau et d'électricité (+4,6 %) et des autres industries manufacturières (+6,1 %) sont en maintien de rythme malgré un léger ralentissement observé ce trimestre comparativement aux deux précédents trimestres.

Quant aux industries agroalimentaires, le niveau de croissance reste encore faible dans ce sous-secteur (+1,2 % après +0,9 %).



...Un secteur tertiaire en perte de vigueur.

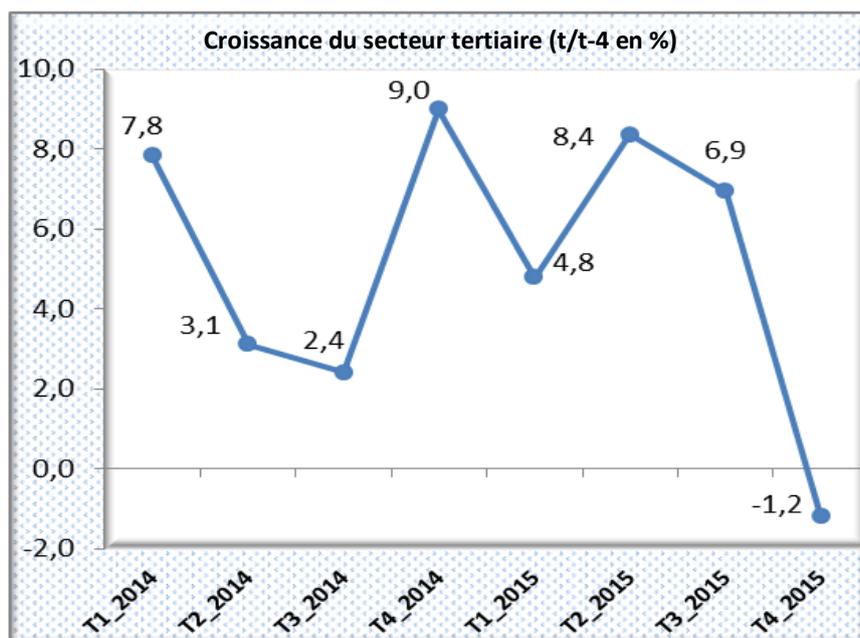
Le quatrième trimestre de 2015 est marqué par un repli de la croissance dans le tertiaire qui a profondément chuté à -1,2 % par rapport à la période correspondante l'an dernier.

Cette méforme est essentiellement imputable à la chute libre des activités d'administration publique, de la santé et de l'éducation ce quatrième trimestre (-16,5 %), due notamment à une baisse considérable des achats en biens et services de l'administration publique par rapport à la période correspondante l'an dernier.

Les activités de transport (+2,2 %), d'hôtels et restauration (+1,4 %), et du commerce et réparation (+1,3 %) sont également en perte de vitesse ce trimestre. Il en est de même pour le sous-secteur des télécommunications (+ 3,2

%) bien que l'on observe un léger rebondissement dû particulièrement à la bonne santé des activités chez l'opérateur Nextell, qui compense la perte de puissance observée chez MTN, Orange et Camtel.

Quant aux services financiers (+14,9 %) et les autres services marchands (+4,2 %), ceux-ci ont fourni des efforts remarquables en conservant leur bonne performance encourageante au cours de ce trimestre, mais qui au regard de leurs poids faibles dans le tertiaire, n'ont pas suffi pour redresser ce dernier.



Une demande soutenue par l'investissement

...Une consommation finale en baisse de rythme

Au quatrième trimestre de 2015, la consommation finale a connu une baisse de régime, avec une hausse de +0,7 % seulement, par rapport au quatrième trimestre de 2014.

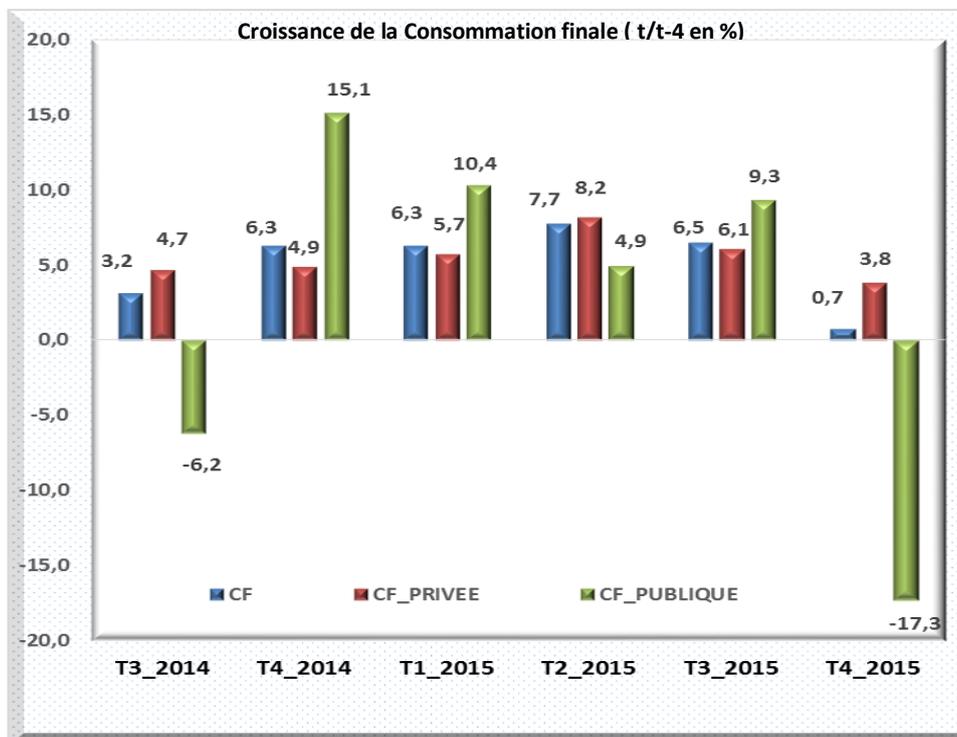
Cette légère baisse de la consommation finale est le résultat combiné d'une forte baisse de la consommation finale publique (-17,3 %) et d'une hausse de consommation privée (+3,8 %).

La forte baisse de la consommation publique peut s'expliquer par la baisse des activités dans les administrations publiques en fin d'année.

La hausse de la consommation finale des ménages quant à elle s'explique par une forte demande des produits habituellement

consommés en période des fêtes de fin d'année, tels que les produits de l'industrie du textile (+16,2 %), des industries chimiques (+9,3 %), l'eau et l'énergie (+9,0%) ou encore les services aux ménages (+7,6 %).

La consommation des produits du secteur primaire est en hausse de +3,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2014, avec la forte demande habituelle des produits de l'agriculture vivrière (+5,1 %)

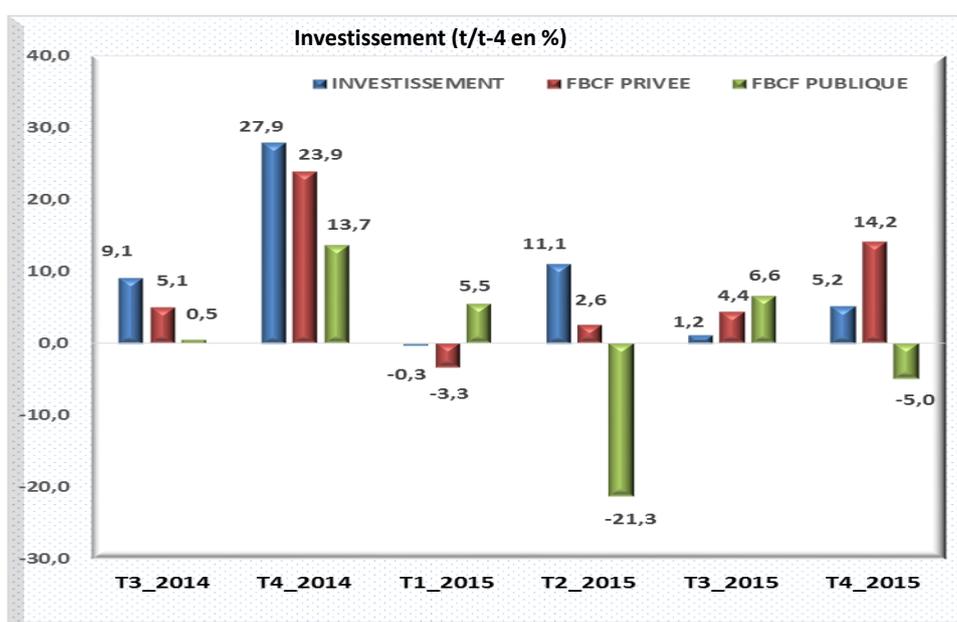


...Une nette amélioration de la demande d'investissement

La demande d'investissement est en hausse de +5,2 % au quatrième trimestre de 2015, comparativement à la même période en 2014.

En effet, malgré une baisse de l'investissement public (-5,0 %), l'investissement a été soutenu par le secteur privé (+14,2 %), notamment à travers la demande d'investissement en fabrication de machines (+47,8 %), Bâtiments et Travaux Publics (+19,5 %).

Toutefois, on note une forte baisse de la demande d'investissement en équipements audio-visuels (-47,2 %), ainsi qu'une légère baisse de la demande d'investissement en fabrication de meuble (-2,3 %).



Un ralentissement du rythme des échanges avec l'extérieur

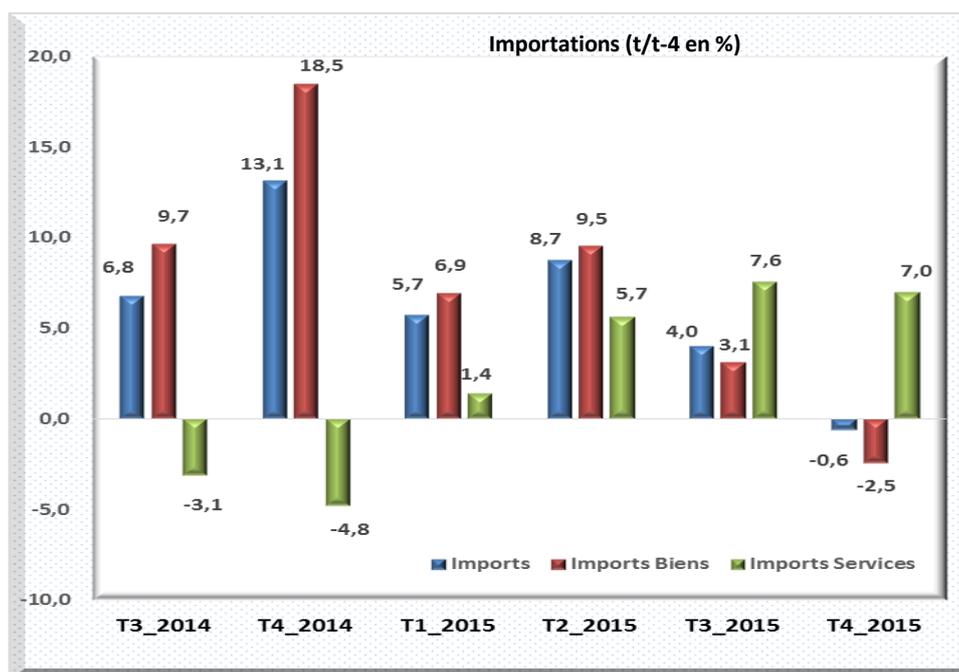
...Une baisse des importations

On assiste au quatrième trimestre de 2015, comparativement à la même période en 2014, à une baisse des importations globales de -0,6%. Contrairement aux importations de biens qui ont baissé de -2,5 % engendrant cette baisse de l'ensemble, les importations de service ont évolué à la hausse de +7,0 %.

La chute des importations de biens est le fait de la mauvaise tenue des importations des produits de la transformation agricole (-33,5%), des importations de pétrole (-12,7%), des travaux de grains (-10,5%), de l'industrie de fabrication des meubles (-6,2%) et des autres produits manufacturiers (-6,8%).

Contrairement à la chute importations de biens dans son ensemble, certaines

branches se sont plutôt bien portées au cours de ce quatrième trimestre. Il s'agit notamment de l'industrie chimique (+18,0%), de fabrication des appareils électriques (+15,7%) et des autres agroalimentaires (+10,0%). Toutefois, on note une forte baisse des importations de pétrole entre le troisième trimestre de 2014 et celui de 2015 (-34,6%).



...Une légère hausse des exportations

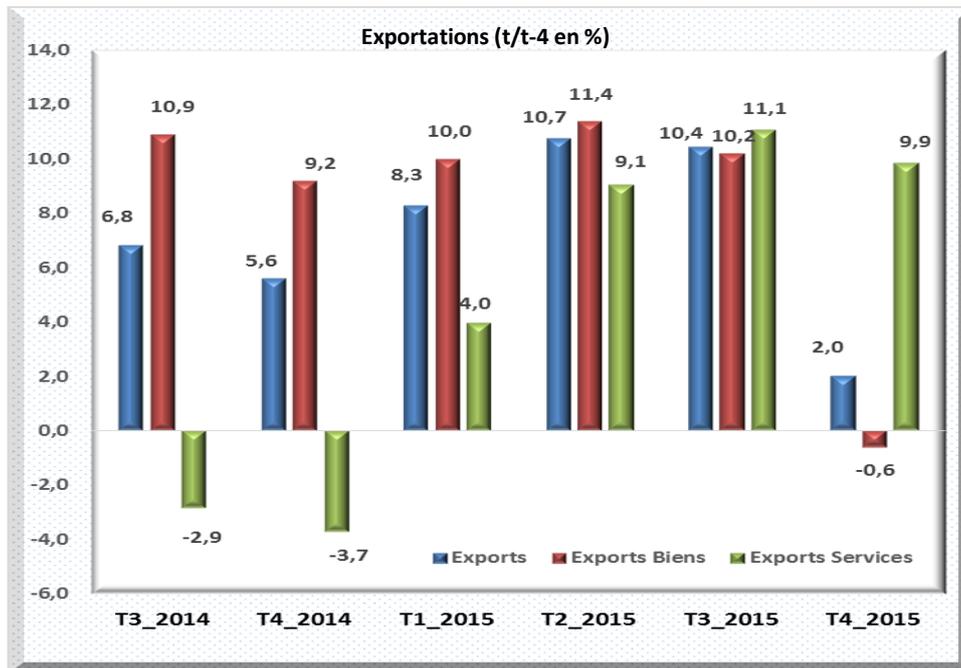
Comparativement au quatrième trimestre de 2014, on observe une légère hausse des exportations globales de +2,0 %. On observe cependant un ralentissement des exportations de biens de -0,6% contrairement à celles des services qui ont progressé pendant cette période de +9,9 %.

En dehors des services, cette faible croissance globale des exportations est aussi due aux exportations du pétrole brut qui ont évolué de +10,1% et des

exportations des produits de la transformation agricole (+2,2%).

Par contre, la chute des exportations de biens est due à la mauvaise tenue des branches telles que les exportations de bois grume qui ont fortement chuté (-21,2%), de

l'agriculture d'exportation (-6,1%) et des bois sciés (-3,4%).



...Le solde de la balance commerciale toujours déficitaire

Comparativement à la même période en 2014, le déficit du solde de la balance commerciale s'est réduit de -5,8 % au quatrième trimestre de 2015.

Comparativement au quatrième trimestre de 2014, les exportations totales ont légèrement cru (+2,0 %) tandis que les importations totales ont plutôt baissé (-0,6%). Cette situation contribue à une amélioration du déficit de la balance commerciale.

Toutefois, cette amélioration n'a pas été d'ampleur à pouvoir changer la tendance du solde en question qui demeure toujours déficitaire.

Résumé méthodologique

Nomenclature des activités et indicateurs

L'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) nécessite la mise en place des nomenclatures des activités et des produits qui tiennent compte de la disponibilité des indicateurs conjoncturels. Ces nomenclatures doivent être cohérentes avec celles retenues pour élaborer les comptes nationaux annuels. Le *principe d'agrégation* suivant a été retenu : disposer d'une nomenclature suffisamment détaillée pour que les erreurs sur une branche d'activité n'occasionnent pas de grandes variations du PIB trimestriel. En outre, l'on a tenu compte du secteur informel qui pose des problèmes en raison de son importance dans certaines branches et de l'absence d'indicateurs trimestriels. On utilisera alors des indicateurs indirects ou des lissages par la tendance. Ainsi, l'on est passé de 44 branches pour les comptes annuels à 29 branches pour les CNT.

Approche de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel aux prix constants est calculé selon deux (2) approches. D'abord, selon l'approche production en partant d'un regroupement des valeurs ajoutées de branches. Il est évalué aux prix constants de 2000, année de base-prix des comptes nationaux annuels. Il est évalué en brut et corrigé des variations saisonnières (cvs) par la dessaisonalisation des indicateurs conjoncturels.

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel en valeur est calculé par la somme des emplois aux prix courants, ce qui permet d'en déduire le déflateur du PIB trimestriel.

Méthodologie de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche économétrique d'étalonnage et de calage, en particulier la méthode robuste en une étape développée par Chow et Lin (1971). Pour plus de détails, se référer au « Document de méthodologie d'élaboration des comptes trimestriels du Cameroun ». Les outils informatiques utilisés sont le logiciel ECOTRIM pour les étalonnages et calages et JDEMETRA+ pour la dessaisonalisation. Ces logiciels sont développés par Eurostat.

Révision

Les révisions ont pour but de fournir aux utilisateurs des données aussi précises et actuelles que possible. Les révisions peuvent concerner le trimestre (évolution des indicateurs conjoncturels), l'année (alignement sur les nouvelles données annuelles) ou une période plus longue (changement du SCN, nouvelle année de base, etc.)

Diffusion

Cette note d'analyse sur le PIB trimestriel couvre le quatrième trimestre de l'année 2015. La note d'analyse sur le PIB trimestriel est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin du trimestre.

Les évolutions du PIB trimestriel sont mesurées en variations trimestrielles et glissements annuels sur des données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Note sur les changements de la série des données des comptes trimestriels.

Chaque version des comptes trimestriels peut comporter des changements de données sur l'ensemble de la période. Ces changements seront de moins en moins importants au fur et à mesure qu'on remontera dans le temps. Elles sont dues à des améliorations faites sur des indicateurs observés, à des révisions des données de base publiées par les sources, et quelquefois à des révisions de méthodologie.

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel par secteurs d'activités (base 100 = 2000) (en milliards FCFA)						Variations PIB réel trimestriel par secteurs d'activités (T/T-4) (%)					
	T3_2014	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015	T3_2014	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015
Secteur primaire	622,0	555,6	543,3	669,7	656,2	581,4	4,7	6,4	7,2	5,2	5,5	4,6
Agriculture des produits vivriers	440,4	349,0	337,5	475,7	457,0	360,2	4,3	4,0	4,1	4,1	3,8	3,2
Agriculture industrielle et d'exportation	33,0	56,7	53,2	38,2	42,0	64,6	-0,4	14,8	26,3	10,1	27,0	13,9
Elevage, chasse et pêche	95,9	97,9	100,2	102,0	103,1	103,7	4,8	5,9	7,5	8,0	7,5	6,0
Sylviculture et exploitation forestière	52,6	52,1	52,3	53,8	54,1	53,0	12,1	15,4	10,2	6,9	2,9	1,8
Secteur secondaire	647,9	694,7	721,8	731,5	707,7	771,4	5,8	8,8	6,3	13,3	9,2	11,0
Industries Extractives	116,5	118,4	124,1	146,1	149,2	152,3	8,8	3,9	12,1	30,3	28,1	28,7
.....dont extraction d'hydrocarbure	111,2	112,8	118,2	139,9	142,9	145,9	8,8	3,5	11,8	30,8	28,5	29,4
Industries Agro-alimentaires	161,7	168,9	169,7	164,9	163,2	171,0	7,2	3,7	4,0	1,8	0,9	1,2
Autres Industries Manufacturières	259,2	281,8	324,3	301,7	284,9	299,0	-0,5	5,6	6,7	12,2	9,9	6,1
Electricité et Eau	21,0	22,1	22,8	23,0	22,8	23,1	5,9	4,4	4,5	6,5	8,5	4,6
BTP	89,5	103,6	80,8	95,8	87,7	126,0	20,7	40,1	1,7	18,3	-2,1	21,6
Secteur tertiaire	1293,6	1397,6	1327,0	1390,2	1383,4	1380,8	2,4	9,0	4,8	8,4	6,9	-1,2
Commerce et réparation	465,0	504,0	481,6	503,0	495,1	510,6	4,2	9,4	4,0	10,3	6,5	1,3
Transports	118,5	128,3	123,2	128,8	127,1	131,0	1,8	7,3	3,6	10,4	7,2	2,2
Télécommunication	170,1	169,7	168,3	168,5	174,3	175,0	11,6	6,7	-1,4	9,9	2,5	3,2
Hotel et restauration	67,2	71,9	74,0	71,7	70,5	72,9	3,3	4,1	4,8	2,3	4,9	1,4
Services financiers	42,5	43,6	45,1	46,3	49,3	50,0	10,1	12,3	6,6	8,4	16,0	14,9
Administrations publiques	240,2	285,6	239,2	272,0	266,3	238,5	-7,6	14,5	11,0	6,0	10,9	-16,5
Autres services marchands	206,8	211,4	212,5	217,1	218,4	220,4	3,4	4,9	5,3	6,4	5,6	4,2
SIFIM	-16,6	-16,8	-16,9	-17,1	-17,5	-17,6	7,5	7,3	3,0	2,7	5,6	5,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2546,9	2631,2	2575,1	2774,3	2729,7	2716,0	3,8	8,4	5,7	8,9	7,2	3,2
Impôts et taxes	224,8	255,5	231,2	232,2	230,0	245,0	8,4	12,0	1,3	8,3	2,3	-4,1
PIB	2 788,3	2 903,4	2 823,2	3 023,6	2 977,2	2 978,6	4,2	8,7	5,3	8,8	6,8	2,6

Libellé	Ventilation du PIB courant trimestriel brut par secteurs d'activités (en milliards FCFA)					Variations PIB courant trimestriel brut par secteurs d'activités (T/T-4) (%)					Variations déflateur du PIB trimestriel brut par secteurs d'activités (T/T-4) (%)				
	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015
Secteur primaire	755,5	751,1	976,3	970,8	844,8	7,0	8,0	8,6	10,6	11,8	0,6	0,7	3,2	4,8	6,9
Agriculture des produits vivriers	476,8	468,9	703,2	683,2	524,2	5,8	4,7	7,9	9,2	9,9	1,7	0,5	3,6	5,2	6,5
Agriculture industrielle et d'exportation	67,8	62,7	44,2	50,6	91,2	28,2	28,5	1,3	12,8	34,6	11,7	1,7	-8,0	-11,1	18,1
Elevage, chasse et pêche	147,9	154,4	158,9	162,0	163,9	5,9	11,1	13,3	13,1	10,8	0,0	3,3	4,9	5,2	4,5
Sylviculture et exploitation forestière	63,0	65,1	70,0	74,9	65,5	0,5	8,8	10,5	16,7	4,0	-13,0	-1,3	3,4	13,5	2,2
Secteur secondaire	1216,6	1124,9	1119,5	1067,5	1220,3	18,8	4,7	9,4	0,2	0,3	9,3	-1,5	-3,5	-8,2	-9,7
Industries Extractives	311,1	248,5	235,9	253,5	199,7	6,5	-6,7	-10,0	-9,2	-35,8	2,5	-16,7	-31,0	-29,1	-50,1
.....dont extraction d'hydrocarbure	302,3	239,1	226,1	243,4	189,5	6,3	-7,5	-11,1	-10,1	-37,3	2,7	-17,2	-32,0	-30,0	-51,5
Industries Agro-alimentaires	241,2	242,6	237,5	231,0	250,4	8,7	9,8	7,2	3,7	3,8	4,8	5,5	5,3	2,7	2,6
Autres Industries Manufacturières	293,2	354,4	295,5	263,3	284,9	6,6	6,8	3,0	-1,2	-2,8	0,9	0,1	-8,2	-10,1	-8,4
Electricité et Eau	41,4	42,9	44,4	45,2	45,5	8,5	12,1	20,4	20,8	9,9	3,9	7,3	13,1	11,3	5,0
BTP	329,6	236,5	306,2	274,5	439,7	67,9	8,9	41,8	6,0	33,4	19,8	7,1	19,8	8,2	9,7
Secteur tertiaire	1925,3	1769,1	1882,0	1847,7	1819,8	14,6	9,3	10,2	8,2	-5,5	5,1	4,4	1,7	1,2	-4,3
Commerce et réparation	750,8	715,9	746,1	737,1	757,9	10,3	5,4	11,5	5,8	0,9	0,8	1,3	1,2	-0,7	-0,4
Transports	243,1	230,5	240,6	237,2	244,2	15,3	8,2	13,9	6,0	0,4	7,5	4,4	3,1	-1,1	-1,7
Télécommunication	46,7	45,0	44,1	43,5	42,3	5,0	-4,3	-3,2	-8,2	-9,3	-1,7	-3,0	-11,9	-10,4	-12,1
Hotel et restauration	58,4	63,3	49,6	41,8	49,9	18,2	13,6	-3,5	4,8	-14,6	13,6	8,4	-5,7	-0,1	-15,7
Services financiers	45,2	45,6	46,4	48,9	49,6	13,3	5,6	6,5	10,2	9,7	0,9	-0,9	-1,8	-5,0	-4,5
Administrations publiques	483,8	368,1	447,5	430,0	364,2	27,8	22,0	10,8	17,6	-24,7	11,6	10,0	4,5	6,1	-9,9
Autres services marchands	320,6	324,4	331,9	334,7	337,8	7,6	8,0	8,7	7,2	5,4	2,6	2,6	2,2	1,5	1,1
SIFIM	-23,2	-23,7	-24,3	-25,6	-26,0	10,7	6,4	8,2	12,9	12,1	3,2	3,3	5,4	6,9	6,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3897,4	3645,1	3977,8	3885,9	3884,9	14,3	7,6	9,6	6,5	-0,3	5,4	1,8	0,7	-0,7	-3,4
Impôts et taxes	347,9	326,6	330,6	331,8	330,0	14,7	3,7	4,8	9,8	-5,1	2,4	2,5	-3,2	7,3	-1,1
PIB	4 245,3	3 971,7	4 308,4	4 217,7	4 215,0	14,3	7,3	9,2	6,7	-0,7	5,2	1,8	0,4	-0,1	-3,2

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par composantes	Variations PIB réel trimestriel brut par composantes (T/T-4) (%)
---------	--	--

	(base 100 = 2000) (en milliards FCFA)											
	T3_2014	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015	T3_2014	T4_2014	T1_2015	T2_2015	T3_2015	T4_2015
Consommation Finale	2420,5	2483,0	2507,5	2661,7	2577,3	2501,6	3,2	6,3	6,3	7,7	6,5	0,7
Consommation privée	2114,3	2120,7	2204,5	2319,0	2242,5	2201,9	4,7	4,9	5,7	8,2	6,1	3,8
Consommation publique	306,2	362,3	303,0	342,7	334,8	299,8	-6,2	15,1	10,4	4,9	9,3	-17,3
FBCF	600,3	687,4	678,5	636,8	628,3	767,6	4,6	22,5	-2,6	-0,6	4,7	11,7
FBCF privée	538,4	596,8	616,7	569,7	562,3	681,5	5,1	23,9	-3,3	2,6	4,4	14,2
FBCF publique	61,9	90,6	61,7	67,1	66,0	86,1	0,5	13,7	5,5	-21,3	6,6	-5,0
Variation des stocks	59,5	47,3	-56,7	65,7	39,4	5,6	95,0	261,6	-22,4	-887,4	-33,8	-88,2
INVESTISSEMENT	659,8	734,7	621,8	702,5	667,7	773,2	9,1	27,9	-0,3	11,1	1,2	5,2
Exportations	562,1	607,6	590,3	605,2	620,8	619,9	6,8	5,6	8,3	10,7	10,4	2,0
Exportations des biens	411,4	453,9	430,5	440,9	453,4	451,0	10,9	9,2	10,0	11,4	10,2	-0,6
Exportations des services	150,7	153,7	159,8	164,3	167,4	168,9	-2,9	-3,7	4,0	9,1	11,1	9,9
Importations	854,1	921,9	896,4	945,8	888,5	916,1	6,8	13,1	5,7	8,7	4,0	-0,6
Importations des biens	677,9	743,6	713,1	758,7	699,0	725,3	9,7	18,5	6,9	9,5	3,1	-2,5
Importations des services	176,3	178,4	183,3	187,1	189,6	190,8	-3,1	-4,8	1,4	5,7	7,6	7,0
PIB	2788,3	2903,4	2823,2	3023,6	2977,2	2978,6	4,2	8,7	5,3	8,8	6,8	2,6

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFU Léonel Erith, Chef de la Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Estimation et rédaction

1. SIKUBE TAKAMGNO Célestin, Cadre INS
2. MOFFO DZOUBOSSE Ghislain, Cadre INS
3. EKOBE EYEM Abel, Cadre INS
4. FOTSO KENGNE Elie, Cadre INS

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, Avril 2016